



Paris, le 20 novembre 2018

## **Violence des corps. Violence d'État**

Alors que des corps rongés par la faim s'exposent, pendant que d'autres s'écroulent, pacifiquement sous les fenêtres d'un préfet zélé, des fonctionnaires du corps militaire de la gendarmerie violentent des opposants au Grand Contournement Ouest de Strasbourg (GCO).

L'image, Place Broglie, en plein centre de Strasbourg, devant la préfecture, d'un gréviste de la faim au sol, nous renvoie à une autre époque.

Une autre, sur les chantiers, celle des corps de militants pacifistes rudoyés, trainés dans la boue nous jette au visage une vérité de terrain jusqu'alors bien à l'abri des regards.

Violence des corps judiciaires et de la justice administrative également.

Un doute sérieux sur la légalité du GCO constaté par les juges, n'empêche pas ces derniers, de manière très exceptionnelle et inhabituelle dans la pratique, à ne pas suspendre les travaux.

On comprend que le justiciable, spectateur, soit indigné ! Nous le sommes !

Une action d'opposants au milieu de champs, d'une forêt ou d'un chemin agricole, au milieu de nulle part en fait - où est le danger ? - se traduit par un formidable entrain des Parquets de Saverne et de Strasbourg à poursuivre et faire condamner sur la base d'un arsenal de qualifications pénales manipulé pour faire taire.

A l'opposé, combien de poursuites pour violences policières ?

Quel degré d'influence des acteurs économiques intéressés par le projet dans ce contexte ?

Strasbourg, siège de la Cour européenne des droits de l'Homme, et ses environs, ne verront pas s'installer un régime tel que celui qui sévit à Bure !

Nombreux sont ceux qui demandent un moratoire au Président de la République, comme l'ont fait ces 250 élu.e.s, 70 parlementaires français et européens dans une lettre à lui adressée<sup>1</sup>.

Le SAF s'inquiète de voir des forêts rasées bien avant que les recours ne soient purgés, alors que dans le même temps la juridiction de référé n'a pas voulu tirer les conséquences des illégalités constatées, et se joint à la demande de moratoire dans l'attente de l'aboutissement des recours.

Nous demandons que l'Etat de droit soit rétabli, que le droit au recours effectif soit garanti et que les luttes politiques pacifiques puissent s'exprimer sans craindre d'être violentées.

---

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/11/17/grand-contournement-ouest-de-strasbourg-une-centaine-de-parlementaires-demande-un-moratoire\\_5385008\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/11/17/grand-contournement-ouest-de-strasbourg-une-centaine-de-parlementaires-demande-un-moratoire_5385008_3244.html)